

LES RELATIONS MILITAIRES ENTRE LA RUSSIE ET L'AFRIQUE, AVANT ET APRÈS LA GUERRE EN UKRAINE

by Abdelhak Bassou

23-24 OCTOBER



Préparer les décideurs politiques et les investisseurs au début du siècle africain en soutenant des partenariats géopolitiques dynamiques avec les États africains et les institutions multilatérales.

LES RELATIONS MILITAIRES ENTRE LA RUSSIE ET L'AFRIQUE, AVANT ET APRÈS LA GUERRE EN UKRAINE

by **Abdelhak Bassou**

Ce rapport est rédigé et publié conformément à la politique de l'Atlantic Council sur l'indépendance intellectuelle. Les analyses et recommandations des auteurs n'engagent qu'eux-mêmes. L'Atlantic Council et ses donateurs ne décident, n'approuvent ou ne préconisent aucune des conclusions de ce rapport.

Atlantic Council
1030 15th Street NW, 12th Floor
Washington, DC 20005

For more information, please visit
www.AtlanticCouncil.org.

ISBN-13: 978-1-61977-265-6

February 2023

Design: Donald Partyka and Anais Gonzalez

Cover: Russian President Vladimir Putin greets Angola's President Joao Manuel Goncalves Lourenco and his wife Ana Dias Lourenco during an official welcome ceremony for heads of states and governments of member-states of Russia-Africa Summit in the Black sea resort of Sochi, Russia, October 23, 2019. Sergei Chirikov/Pool via REUTERS

Table of Contents

PRÉFACE	2
INTRODUCTION	4
I. L'AXE TEMPOREL ET LE CONTEXTE HISTORIQUE DES RELATIONS ENTRE MOSCOU ET L'AFRIQUE	5
1. La religion comme vecteur de dialogue dès le XVe siècle	5
2. Première intervention militaire : L'action en Afrique pour contrer les Européens	5
3. Relations militaires entre l'URSS et l'Afrique (1917-1990)	6
II. L'ASPECT MILITAIRE ET SÉCURITAIRE DE LA RELATION POST-URSS ENTRE LA RUSSIE ET L'AFRIQUE	8
1. Poutine : Récupérer les instruments du pouvoir	8
2. L'Afrique et Poutine : Des relations essentiellement militaires	8
III. LA COOPÉRATION MILITAIRE RUSSO-AFRICAINE APRÈS LA GUERRE EN UKRAINE	10
1. Une guerre en cours, dont les résultats sont incertains	10
2. L'Afrique semble désapprouver les actions de la Russie en Ukraine, mais n'est pas unanime à condamner Moscou	10
3. La perception africaine de la puissance militaire russe	12
Que nous apprend la guerre en Ukraine sur la puissance militaire russe?	12
CONCLUSION	14
ABOUT THE AUTHOR	15
ACKNOWLEDGEMENTS	15

Préface

En partenariat avec le Policy Center for the New South (PCNS), Africa Center est fier de présenter un rapport conjoint sur l'influence de la *Russie en Afrique, une perspective sécuritaire*, à l'occasion du premier anniversaire de la guerre en Ukraine.

L'Afrique est apparue comme un acteur majeur de ce conflit lorsque le 3 mars 2022, dix-sept Etats africains se sont abstenus lors du vote de la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies condamnant l'invasion russe en Ukraine. Le nombre a surpris, tout autant que l'identité des pays abstentionnistes dont certains, à l'instar du Maroc et du Sénégal, sont connus pour leur proximité avec le camp occidental. De plus, les explications de vote, argumentées et sans ambiguïté, qui ont été avancées par ces Etats montraient leur détermination : certains ont invoqué l'hypocrisie du monde occidental, prompt à sauver l'Ukraine tout en ignorant les guerres africaines, d'autres ont voulu manifester leur mauvaise humeur face au traitement réservé aux étudiants africains à la frontière polonaise aux premières heures du conflit, une 3ème catégorie de pays ont voulu préserver une Russie qui fut à leurs côtés pendant les indépendances et a combattu, en Afrique du Sud, le régime raciste de l'apartheid. D'autres, enfin, ont voulu se placer à équidistance des belligérants – ayant des relations commerciales avec tous – ou tout simplement rester neutres, au nom du non-alignement par rapport à une guerre qui ne les concernait pas.

Quoique. Très vite, l'Afrique a été impactée par ce conflit, comme l'a montré la rencontre mondialement médiatisée du 3 juin à Sochi entre le Président russe, Vladimir Poutine, et le Président Macky Sall du Sénégal, en sa qualité de Président en exercice de l'Union africaine (UA), alors que le blocage des stocks de céréales menaçait d'aggraver l'insécurité alimentaire en Afrique. La crise de l'énergie et les difficultés d'approvisionnement de l'Europe ont fait ensuite du continent un acteur courtisé du conflit en attirant l'attention sur les ressources africaines, où du Sénégal au Mozambique, nombre de découvertes récentes en ressources naturelles en font une alternative très séduisante.

Ce début d'année 2023 est ainsi marqué par un impressionnant ballet diplomatique qui a vu le Ministre des Affaires Étrangères russe, Sergueï Lavrov, se rendre en Angola, en Afrique du Sud, en Eswatini, en Tunisie et en Mauritanie. Qin Gang, le nouveau Ministre chinois des Affaires étrangères,

lui, s'est déplacé dans cinq pays dont l'Éthiopie et l'Égypte. À sa suite, c'est la Secrétaire américaine au Trésor, Janet Yellen, qui, de manière inattendue, s'est rendue au Sénégal, en Zambie et en Afrique du Sud avant que l'Ambassadrice aux Nations Unies, Linda Thomas-Greenfield, la Vice-Présidente Kamala Harris, le Secrétaire à la Défense Lloyd Austin et le couple présidentiel ne lui emboîtent le pas. Alors que s'annoncent à l'été 2023 un Sommet Russie-Afrique à Saint-Pétersbourg et un Sommet des BRICS sous présidence sud-africaine à Durban, les Etats-Unis se montrent désormais déterminés à utiliser les outils à leur disposition pour mieux convaincre : ainsi, à l'occasion du Sommet Etats-Unis-Afrique de décembre 2022, ils se sont engagés à investir en Afrique 55 milliards de dollars sur trois ans, à réformer les institutions de Bretton-Woods, à soutenir une meilleure représentation de l'Afrique au sein du G20 comme du Conseil de sécurité des Nations Unies. Ce sommet - le premier en huit ans - faisait suite au sommet Chine-Afrique de Dakar en novembre 2021, à la rencontre Union européenne-Union africaine de Bruxelles en février 2022, au 17ème conclave de la banque CII-EXIM sur le partenariat de croissance Inde-Afrique en juillet 2022 et à la Conférence internationale de Tokyo sur le développement en Afrique d'août 2022, TICAD. Les Etats-Unis, qui avaient jusqu'alors semblé en retrait de l'Afrique au nom du principe isolationniste « America First » sous Donald Trump, puis de la priorité donnée à l'Indo-Pacifique et à l'Ukraine sous Joe Biden, n'avaient d'autre choix que de relever leur niveau d'implication. Il ne s'agit plus seulement de gérer les crises dans l'urgence mais de rechercher de nouvelles alliances stratégiques. Après un an de guerre en Ukraine, c'est l'Afrique qui est devenue l'épicentre d'un nouvel ordre géopolitique où se disputent deux systèmes multilatéraux concurrents.

L'Afrique dans laquelle les Etats-Unis cherchent à se réengager, a aussi beaucoup évolué. **Il est important de changer de paradigme et d'adopter un usage plus créatif de la politique étrangère. Pendant longtemps, la Guerre froide a donné lieu à un usage stratégique de la politique étrangère, l'Ouest cherchant en priorité à contenir la poussée communiste sur le continent. Cette stratégie s'est poursuivie dans le cadre de la lutte anti-terroriste contre Al Qaida et l'organisation État islamique. Le deal était simple : il fallait privilégier et faire commerce avec ceux qui soutenaient les priorités occidentales. Dès lors, il devenait impossible pour les États africains de rester neutres. Pire encore, la**

question démocratique ou les urgences économiques africaines n'étaient pas prioritaires dans un tel scénario et on a même vu ainsi des régimes autocratiques être soutenus à bout de bras au motif qu'ils étaient anti-communistes ou qu'ils apportaient leur aide à la lutte anti-terroriste. Cette approche simpliste a beaucoup contribué à affaiblir les positions occidentales en Afrique. D'une certaine manière, elle continue à avoir cours, donnant du crédit aux campagnes de désinformation russes. À une époque où les doubles discours ou les doubles standards sont de moins en moins tolérés et de plus en plus scrutés par les jeunes opinions africaines stimulées par la puissance mobilisatrice des réseaux sociaux, il n'y a rien de plus dévastateur que de fermer les yeux sur certaines autocraties tout en en vilipendant d'autres, ou encore de s'offusquer légitimement de l'agression russe en Ukraine tout en ne prêtant pas la même attention à la situation tragique qui perdure depuis trente ans dans les Grands Lacs.

Il est important de renouer avec une approche qui tienne davantage compte des besoins des populations africaines et d'orienter l'action des agences de développement dans le sens du ... développement, avec une approche plus coopérative et respectueuse de l'autonomie de décision des Etats africains. Parce que le développement est aussi une question de sécurité, toute faillite en ce domaine étant alors susceptible de faire basculer les populations paupérisées vers la guerre. Qu'il s'agisse du rôle déterminant des femmes, de l'emploi des jeunes, de la pacification des relations communautaires, de la gouvernance locale ou du réchauffement climatique, de l'ouverture des écoles, il est impératif d'apporter des réponses efficaces à ces questions fondamentales qui, si elles demeuraient non résolues, continueraient à précipiter les populations africaines dans les bras de forces obscures.

Illustration éclatante de cette tension : la région Sahel où, après 10 ans d'une vaine guerre contre la menace terroriste, les troupes françaises et européennes de Barkhane et Tabuka en passant par Sabre ont été priées de plier bagage par les nouveaux maîtres de Bamako et de Ouagadougou,

Amb. Rama Yade
Senior Director
Africa Center

issus de trois coups d'État militaires, tandis que la Minusma (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali) a fait l'objet d'une reconduction aussi précaire qu'à minima. Partout, dans la région, monte une protestation populaire contre l'ingérence occidentale, notamment française, au fur et à mesure qu'apparaissent des drapeaux russes dans certains cortèges et, de manière plus menaçante, les troupes de la milice de Wagner. Isolée en Europe dans sa guerre contre l'Ukraine, la Russie semble moins l'être sur le continent africain.

Quelles sont l'étendue et les racines de l'influence russe en Afrique ? Trente ans après la fin de la Guerre froide, quel est l'objectif de Vladimir Poutine dans une région où il affiche de grandes ambitions ? Comment les Occidentaux peuvent-ils répondre à cette stratégie d'influence et séduire les jeunes opinions africaines à la recherche d'une voie plus souveraine pour leur continent ? Est-il possible pour les anciennes puissances européennes de surmonter les méfiances héritées de la période coloniale ? Quelle coopération avec les Etats-Unis ? Ceux-ci ont su, à plusieurs phases de leur histoire, convaincre une partie du monde de la force de leur modèle, sauront-ils aujourd'hui atteindre les cœurs africains ?

Les auteurs de ce rapport, Sarah Daly et Abdelhak Bassou, fellows à Atlantic Council et Policy Center for the New South, analysent le rôle de la Russie en Afrique d'un point de vue sécuritaire. Partant d'une perspective historique depuis le XVème siècle, ils analysent les évolutions puis les ressorts actuels de l'influence russe. Décivant les outils sécuritaires déployés par les Russes sur le continent - formation, transfert technologique, accords de défense, milices etc -, ils interrogent également la soutenabilité d'une telle stratégie à la lumière de la guerre incertaine engagée en Ukraine et des attentes africaines. Ce rapport, publié en anglais et en français pour la première fois depuis notre collaboration, est une ressource précieuse pour comprendre le caractère crucial des mutations en cours pour le continent et leur impact sur le reste du monde.

Karim El Aynaoui
Executive President
Policy Center for the New South

Introduction

Lors d’une récente conversation téléphonique, le président russe Vladimir Poutine a officiellement invité Assimi Goïta, le chef militaire de la transition au Mali, à participer au deuxième sommet Russie-Afrique qui se tiendra à Saint-Petersbourg.¹ Ce sommet est prévu pour juillet 2023, selon Mikhaïl Bogdanov, représentant spécial du président de la Russie pour le Moyen-Orient et en Afrique et vice-ministre des Affaires étrangères. La Russie est ouvertement optimiste quant à la participation de plusieurs dirigeants africains au sommet prévu, selon l’ambassadeur itinérant russe Oleg Ozerov : “La Russie s’attend à ce que la plupart des dirigeants africains participent au sommet Russie-Afrique en 2023... Nous recevons des réponses positives. Je pense que la plupart des chefs d’État africains seront présents au forum.”²

Malgré la guerre de la Russie avec l’Ukraine, le président Poutine reste désireux de maintenir et de renforcer les relations avec l’Afrique. Ce sommet prévu fait suite, quatre ans plus tard, à la réunion d’octobre 2019 à Sotchi à laquelle ont participé une multitude de dirigeants africains. Il y a deux explications plausibles à la détermination de la Russie à organiser le sommet avec les pays africains - au milieu de sa guerre en cours en Ukraine et des difficultés imposées à Moscou par les sanctions occidentales. Soit c’est à cause de l’importance de l’Afrique pour la politique étrangère russe, et donc la rencontre avec les dirigeants africains doit avoir lieu, quelles que soient les conditions, parce que la Russie a besoin des États africains pour contrer les tentatives occidentales de l’isoler sur la scène internationale. Soit parce que la Russie cherche à montrer que sa guerre en Ukraine et les sanctions imposées par l’Occident n’ont pas d’impact sur le fonctionnement normal de l’État russe, qui continue d’entretenir des relations normales avec le reste du monde, y compris l’Afrique.

Réunir les chefs d’État africains en Russie est un défi considérable, lorsqu’on constate le vote des pays africains aux Nations unies (ONU) en octobre dernier, qui a marqué un tournant dans les positions africaines à l’égard de la Russie et de sa guerre en Ukraine. Le défi est de taille et soulève la question de savoir si les relations entre la Russie et l’Afrique sont suffisamment solides pour résister à la guerre en Ukraine.

Ce document examine cette question et tente de déterminer si la guerre en Ukraine, lancée par la Russie en février 2022, affectera les relations russo-africaines, ou bien n’aura aucun impact ou encore renforcera les liens russo-africains.

Depuis que la Russie post-soviétique a tourné son attention vers l’Afrique au début du XXIe siècle, le champ de la coopération entre Moscou et les pays africains s’est élargi à toute une série de domaines. De l’exploitation minière à la fourniture d’armes, en passant par la technologie nucléaire, l’agriculture et les engrais, Moscou a signé une multitude de traités et d’accords dans un désir apparent de rattraper les autres puissances. Moscou pourra-t-elle continuer à maintenir cette présence en Afrique malgré les difficultés créées par la guerre en Ukraine ? Que peut apporter l’Afrique à la Russie dans le contexte de cette guerre ? Quelles conséquences, la victoire ou la défaite, aurait-elle sur les relations de la Russie avec l’Afrique ? Cette analyse tente de répondre à ces questions du mieux possible, ou d’envisager des réponses potentielles plausibles.

Bien que les relations russo-africaines soient abordées pour fournir un cadre général à l’étude, seules les relations qui touchent aux domaines de la sécurité et du militaire seront traitées en profondeur. Ces relations dominent la coopération entre la Russie et l’Afrique, et ce sont également ces relations que la guerre risque d’affecter le plus.

Le présent rapport est divisé en trois parties pour répondre à cette question.

- Le premier suit une chronologie pour tracer le contexte général des relations de Moscou avec l’Afrique, dans tous les domaines. Cette vision est significative dans la mesure où la Russie d’aujourd’hui semble trouver l’inspiration pour agir dans la résurgence de sa grandeur, dans un élan nostalgique à la fois de l’Empire russe et de l’ère soviétique.
- La deuxième partie se concentre sur l’aspect militaire et sécuritaire des relations entre la Russie post-soviétique et l’Afrique, un domaine qui domine tous les autres dans les liens entre Moscou et l’Afrique.
- La troisième partie traite de la guerre en cours en Ukraine et de ses impacts possibles sur les relations russo-africaines.

1 Le premier sommet Russie-Afrique s’est tenu à Sotchi en octobre 2019.
2 Informations et commentaires rapportés par plusieurs médias africains en juillet 2022.

I. L’axe temporel et le contexte historique des relations entre Moscou et l’Afrique³

1. La religion comme vecteur de dialogue dès le XVe siècle

Les premières relations de la Russie avec l’Afrique étaient imprégnées de religion, plus particulièrement le christianisme. Les Russes et les Africains sont entrés en contact dès le quinzième siècle par le biais de pèlerinages à Jérusalem qui ont inspiré les voyageurs russes, et d’autres écrivains slaves qui ont visité l’Afrique et écrit sur leurs voyages, ce qui a conduit à une plus grande connaissance de l’Afrique en Russie.⁴ Les Égyptiens (Coptes) et les Éthiopiens (Église orthodoxe) ont été les premiers Africains à devenir familiers aux Russes. Les rencontres entre Africains et Russes n’ont toutefois pas débouché sur des relations officielles et durables entre les structures étatiques (royaumes et empires), malgré des événements occasionnels, dont un voyage à Moscou des patriarches d’Alexandrie et du Sinaï en 1556 pour solliciter la charité du tsar.⁵

2. Première intervention militaire : L’action en Afrique pour contrer les Européens

La première interaction militaire de la Russie avec l’Afrique a eu lieu à la fin du XIXe siècle, en Éthiopie. Comment et pourquoi ?

Dès la fin du XVIIIe siècle, le Royaume-Uni et d’autres puissances européennes de l’époque entravent l’expansion russe au Moyen-Orient et en Afrique. La terre des tsars était mal vue par les autres Européens et largement négligée lors de la conférence de Berlin de 1885 sur le partage de l’Afrique. Face à ce rejet et à son incapacité à traiter avec les Européens, la Russie se détourne de l’Afrique et se concentre sur l’Asie, l’Arctique et le Grand Nord, tout en gardant un œil sur les avancées coloniales en Afrique.

Lorsque le Royaume-Uni étend sa domination sur la majeure partie du Nil en 1882, il cherche à s’allier à l’Italie contre la France. Il cède donc le port de Massaoua à l’Italie. Cette cession s’est heurtée à deux obstacles majeurs.

- Massaoua est le débouché de l’Éthiopie sur la mer Rouge, et le pays a toujours revendiqué son droit à cette porte.
- L’accord entre l’Italie et le Royaume-Uni permet à ce dernier de relier ses colonies méditerranéennes à l’océan Indien, ce que la Russie ne peut accepter, car elle a toujours cherché à contenir la présence britannique en Égypte et au Soudan, et à empêcher toute jonction entre les colonies britanniques en Méditerranée et dans le Pacifique.

Les intérêts russes et éthiopiens convergent, et cette convergence donne à la Russie l’occasion de s’affirmer face à ses antagonistes européens et de trouver une ouverture en Afrique. La Russie, qui avait jusqu’alors ignoré les appels au secours du Négus, révisé sa position et décide de reconsidérer sa politique d’indifférence à l’égard de l’Afrique. Une délégation de l’empereur Ménélik II est reçue à Saint-Petersbourg en 1895, et le Tsar Nicolas II accepte de fournir à l’Éthiopie une aide contre l’Italie. L’histoire retient le nom de Nikolai Leontiev, le conseiller militaire russe chargé de former les soldats de l’empereur éthiopien. Il fut également chargé de recruter et de conduire les volontaires russes au combat lors de la bataille décisive d’Adoua, marquant la victoire historique de l’Éthiopie contre l’Italie en 1896.

La Russie poursuit un double objectif. D’une part, elle entravait les ambitions britanniques et italiennes en Afrique. D’autre part, elle ouvrait la voie à une incursion russe sur le continent, un rêve que le cosaque ataman Nicholas Ivanovich Achinov, un marchand de la ville de Penza, a tenté de réaliser dès 1883.⁶

3 “Moscou” est utilisé ici pour désigner à la fois l’Empire russe, l’URSS et la Russie actuelle.
4 A. A. Maiga, “ Africa as Seen by Russian Travel Writers (14th to Early 20th Century) ”, *African Literary Studies* 40 (2015), 141-157, <https://doi.org/10.7202/1035986ar>.
5 Ce n’est qu’à la fin du XVIIIe siècle que la Russie ouvre deux consulats en Égypte, et des relations diplomatiques sont établies entre la Russie et l’Éthiopie en 1898.
6 Nicolas Ivanovitch Achinov persuade des centaines de ses compatriotes, dont le gouverneur de Nijni Novgorod, de l’importance stratégique d’une colonie en Afrique. Il monte une expédition et s’installe sur l’ancien fort égyptien de Sangallo, qu’il rebaptise “Nouvelle Moscou”. Les Français, après avoir demandé l’accord préalable du tsar, attaquent le fort. Achinov est capturé et envoyé en Russie, où il est condamné pour piraterie et désobéissance au tsar.

3. Relations militaires entre l'URSS et l'Afrique (1917-1990)

Tant à son apogée qu'à son déclin, la politique de l'Union soviétique en Afrique n'a jamais été spécifique à ce continent. Elle s'est toujours inscrite dans le cadre d'une politique générale à l'égard du monde non-américain et non-européen.

La révolution russe de 1917 a été présentée en Afrique comme un vecteur de la doctrine anticolonialiste, défendant les opprimés contre l'impérialisme occidental. Cependant, les Russes ont réalisé dès 1920 que la conflagration révolutionnaire qu'ils espéraient que les révolutionnaires africains allaient alimenter ne se produisait pas. Joseph Staline finit par être convaincu que les dirigeants révolutionnaires africains, qui parlaient davantage de révolution africaine que de révolution internationale, n'étaient pas fiables, manquaient de crédibilité et étaient disposés à traiter avec les impérialistes, qu'ils ne combattaient que verbalement.⁷ Les Africains se concentraient davantage sur l'antagonisme entre pays pauvres et pays riches, sans se soucier du principe de conflit de classes cher aux Soviétiques. Aux yeux des Soviétiques, les révolutionnaires africains n'avaient pas saisi le sens de la révolution et le destin de la civilisation mondiale. Par conséquent, il n'était guère question à l'époque d'un effort militaire russe ou d'une coopération avec l'Afrique dans ce sens.⁸

En 1955, l'Union soviétique a créé le Pacte de Varsovie, qui l'a rendue plus confiante dans ses relations avec l'Occident. Il établit un équilibre des forces en Europe, et Moscou ne craint plus que l'Occident prenne des mesures militaires contre elle. Alors que la guerre froide s'installe, chaque camp cherche à éviter une escalade qui pourrait conduire à une guerre nucléaire.

Dans le même temps, les pays décolonisés cherchaient à agir contre le colonialisme, et ces efforts ont culminé avec le sommet de Bandoeng, qui a établi un mouvement afro-asiatique remarquable par son esprit anti-impérialiste. La Chine y participe, mais pas l'URSS. Cela incite Nikita Khrouchtchev à déployer de plus grands efforts en Asie et en Afrique pour rattraper les retards causés par Staline dans les relations avec ces pays, et ne pas laisser la révolution sœur, pourtant ennemie, de Mao Zedong prendre le dessus. Les conditions de l'après-Bandoeng lui ont facilité la tâche.

Au fur et à mesure que la vague d'indépendance grandissait et se propageait, les peuples africains encore sous domination coloniale commençaient de plus en plus à s'organiser en mouvements de libération et ressentaient le besoin d'une aide militaire et diplomatique pour accéder à l'indépendance. Cela a donné à Khrouchtchev l'occasion d'établir des contacts avec ces mouvements et de leur fournir un soutien par le biais d'armes et de formations, ainsi que par la diplomatie, dans l'espoir de faire de ces pays des satellites de l'empire soviétique après leur indépendance. L'aide soviétique à ces mouvements s'opposait le plus souvent aux autres mouvements d'origine occidentale, qui préféraient s'émanciper par la négociation et le dialogue. C'est ainsi que l'URSS a commencé à aider ce qu'on appelle les mouvements révolutionnaires de libération dans plusieurs pays africains.

- En Afrique du Sud, l'URSS a soutenu inconditionnellement le Congrès national africain (ANC) depuis sa création et, dans une moindre mesure, le Parti communiste sud-africain (SACP).
- Moscou a fourni une importante assistance militaire au Front de libération du Mozambique (FRELIMO) ; dans ce cas, l'URSS voulait agir contre les forces colonialistes occidentales, ainsi que soustraire ce mouvement de l'influence chinoise.
- L'URSS soutient pleinement le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), au détriment de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA).
- En Namibie, l'URSS a d'abord aidé la Southwest African National Union (SWANU), avant de transférer son soutien à la Southwest African People's Organization (SWAPO) lorsque la SWANU s'est tournée vers la Chine en 1963.
- Au Zimbabwe, la Zimbabwe African People's Union (ZAPU) a bénéficié de l'aide soviétique, au détriment de la Zimbabwe African National Union (ZANU).

Par conséquent, un certain nombre de ces mouvements, qui ont pris le pouvoir dans leur pays après l'indépendance, ont entretenu des liens militaires avec l'Union soviétique, notamment en termes de fourniture d'armes.⁹

Alors que les pays subsahariens n'importent pas beaucoup compte tenu de leurs ressources financières limitées, les pays d'Afrique du Nord - en particulier l'Algérie, la Libye et

7 Bartenev, Vladimir. "L'URSS et l'Afrique Noire sous Khrouchtchev : La mise à jour des mythes de la coopération". Outre-mers, vol. 94, no. 354, Programme PERSEE, 2007, pp. 63-82. Crossref <https://doi.org/10.3406/outre.2007.4253>

8 Non seulement Staline n'a pas pris de mesures pour institutionnaliser les relations avec l'Afrique, mais il était presque indifférent au continent africain, qu'il a totalement ignoré jusqu'à sa mort en 1953.

9 Ces pays ne sont pas les seuls à tomber sous le joug soviétique dans les années 1970. L'Algérie, la Libye, le Mali et le Kenya étaient tous sous influence soviétique, tout comme l'Éthiopie après le renversement de son empereur. L'Afrique comptait quarante mille conseillers militaires soviétiques dans les années 1970.

l'Égypte - ont été d'importants clients de l'URSS en matière d'armement. L'adoption de la doctrine révolutionnaire soviétique par un certain nombre de ces pays les a également contraints à s'aligner sur Moscou en termes de doctrine militaire. La plupart des officiers militaires de ces pays d'Afrique du Nord et d'Afrique subsaharienne ont été formés dans les académies militaires soviétiques.

Après la chute du mur de Berlin et la disparition de l'URSS, la Russie a été absente d'Afrique pendant près de deux décennies, avant de revenir pour capitaliser sur l'héritage soviétique de la relation.

II. L’aspect militaire et sécuritaire de la relation post-URSS entre la Russie et l’Afrique

1. Poutine : Récupérer les instruments du pouvoir

La Russie post-URSS pourrait être réduite à la Russie sous Vladimir Poutine et à la décennie que la Fédération de Russie a passée sous Boris Eltsine, que la plupart des observateurs considèrent comme une transition difficile - où les contours de la nouvelle Russie se dessinaient sans prendre de forme définitive.

Pour les nationalistes russes, cet épisode a été celui de l’humiliation. L’Occident, qui célébrait encore sa victoire sur le communisme et le soviétisme, a relégué la Russie - État successeur de l’URSS, héritier de son arsenal nucléaire et de sa position au Conseil de sécurité des Nations Unies - au rang d’une puissance régionale mineure et décadente.¹⁰ En Afrique, de nombreux pays socialistes se sont retrouvés orphelins d’un mécène sans égard ou presque pour les valeurs de démocratie et de gouvernance, et sans parapluie contre la pression occidentale.

Lorsque Vladimir Poutine est arrivé au pouvoir en 2000, il s’est donné pour mission de rétablir la position de la Russie sur la scène mondiale. Comme tous les nationalistes russes, il avait souffert de la façon dont l’Occident traitait la Russie en l’absence d’un État suffisamment fort pour s’affirmer à l’intérieur et à l’extérieur de la Russie. Ses actions visaient donc à corriger le cap.

- Il a commencé par mettre au pas la Tchétchénie, qui avait osé défier la Russie pendant le mandat de Boris Eltsine.
- Il a ensuite porté son attention sur les oligarques qui avaient acquis une influence considérable au cours de la période précédente, au point d’aspirer à diriger le pouvoir politique. Poutine leur a fait comprendre, en paroles et en actes, qu’ils pouvaient gérer leur fortune comme ils l’entendaient, mais ils ne devaient pas se mêler de politique – sous peine d’extinction. Pour Poutine, l’État doit être fort et ne craindre aucune autre force, aussi riche soit-elle.

- Il a donné au pays une nouvelle doctrine qui, sans chercher à ressusciter le communisme, prône la grandeur de la Russie comme à l’époque des empires tsaristes et de l’Union soviétique.

- Il a restructuré et amélioré l’outil qui, à ses yeux, pouvait assurer la grandeur du pays : son arsenal militaire.

2. L’Afrique et Poutine : Des relations essentiellement militaires

Au cours de son premier mandat, Poutine ne s’est guère intéressé à l’Afrique, car il s’est surtout concentré sur la restauration de l’État russe, puis sur les actions menées dans son voisinage immédiat, comme la Tchétchénie, la Géorgie et d’autres États voisins. Ce n’est qu’en septembre 2006 que le président Poutine a entrepris une mini-tournée en Afrique, qui l’a conduit d’abord en Afrique du Sud, puis au Maroc. Cette mini-tournée a été suivie par le voyage du successeur de Poutine, Dimitri Medvedev, en Angola, en Namibie et au Nigeria en 2009.

Au début du siècle, l’Afrique n’était aux yeux de la Russie qu’un simple théâtre de confrontation de l’époque de la guerre froide. Cette période étant terminée, la Russie ne voyait pas d’importance stratégique ou géopolitique spécifique pour l’Afrique dans sa politique étrangère.

Cette position est cohérente avec les précédentes ; ni les tsars ni l’URSS n’ont jamais accordé d’importance à l’Afrique en dehors de circonstances spécifiques découlant de l’animosité ou de la rivalité que la Russie a toujours entretenue avec l’Occident. Toutefois, ce semblant d’indifférence ne s’appliquait pas à tous. Certains alliés de l’URSS ont conservé certains privilèges même avec l’État continuateur de la Russie, notamment en matière militaire.

- En 2006, lors de sa visite à Alger, le président russe Vladimir Poutine a effacé la dette algérienne de 4,5 mil-

¹⁰ La psyché occidentale de l’époque était dominée par le point de vue de Francis Fukuyama, qui supposait la victoire du monde démocratique et libéral sur toutes les autres idéologies dans son livre *La fin de l’histoire et le dernier homme*.

liards de dollars, en échange de contrats d’achat d’armes importants.

- Il en a été de même en Libye la même année, en échange de contrats d’armement, en plus du gaz et des chemins de fer.¹¹

Comme l’histoire l’atteste, la Russie ne se tourne vers l’Afrique qu’en temps de crise ou de rivalité avec l’Occident. Poutine ne fait pas exception. La crise ukrainienne et l’annexion de la Crimée ont entraîné de sévères sanctions occidentales contre la Russie. Ainsi, à partir de 2014, Moscou s’est souvenu de l’Afrique et y a cherché de nouvelles relations économiques, politiques et militaires, renforçant celles qui existaient déjà, comme celles avec l’Algérie et l’Égypte.

Ce grand retour de l’Afrique dans la politique étrangère de la Russie est évident en matière militaire et de sécurité. Alors que la Russie n’a signé que sept accords de coopération militaire entre 2010 et 2017, ce nombre a bondi à vingt entre 2017 et 2021. Plus de la moitié de ces vingt accords ont été signés avec des pays qui n’avaient aucun lien militaire antérieur avec la Russie. Après 2014, la coopération militaire est passée au premier plan des nouveaux liens de la Russie avec l’Afrique, semblant dominer d’autres domaines tels que l’agriculture, les minéraux et la technologie nucléaire civile.¹²

Malgré les discours sur la diversification de la coopération, les responsables russes hésitent rarement à mettre au premier plan la paix, la sécurité et la stabilité en Afrique.¹³ Par ailleurs, les contrats d’armement permettent souvent d’autres formes de coopération militaire, notamment l’utilisation des ports africains par la flotte russe, et ouvrent la voie aux entrepreneurs de sécurité russes (qui sont de véritables armées) pour prendre pied sur le continent. Ces entreprises

servent souvent de mandataires aux militaires russes lorsque ces derniers ne jugent pas opportun d’être officiellement présents.

La volonté de développer toutes sortes de relations avec l’Afrique, notamment militaires, a culminé avec le sommet de Sochi en 2019. Lors de cette rencontre, et tout au long de la période 2015-2019, la Russie s’est présentée aux Africains comme forte et fière de son succès en Syrie, allant jusqu’à évoquer la qualité de l’armement russe testé au combat.¹⁴ Au pays de Bachar el-Assad, la Russie a défié la coalition occidentale contre le terrorisme et, par une intervention horrible, a réussi à maintenir son allié Bachar au pouvoir - contre, et malgré, la volonté de son peuple et de la communauté internationale. La Russie s’est également présentée comme la puissance qui a vaincu l’État islamique d’Irak et d’al-Cham (ISIS), et comme un État qui possède et produit un arsenal d’armes sûres et efficaces, capables de renverser la situation en faveur d’un président au bord de l’effondrement.

Les Africains présents au sommet de Sochi ont été impressionnés par la puissance militaire russe. Cela a conduit à la signature des vingt accords contractuels susmentionnés portant sur des armes, des formations et des conseils en matière de sécurité et de défense.

Entre ce sommet de Sochi et celui à venir de Saint-Petersbourg, la guerre en Ukraine a éclaté, et les capacités militaires russes ont de nouveau été mises en jeu. Ont-elles été aussi efficaces qu’en Syrie ? Les Africains sont-ils toujours aussi admiratifs de la puissance russe qu’en 2019 ? Quelles sont les hypothèses et les scénarios pour les relations militaires russo-africaines après la guerre d’Ukraine ? La section suivante se penche sur ces questions.

¹¹ Voir : DIPLOMATIE N° 108, mars-avril 2021, 43.

¹² Selon l’Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, entre 2015 et 2020, • Le Mali a acheté quatre hélicoptères de combat russes Mi-35M, les mêmes que ceux déployés en Ukraine ; • la République centrafricaine a acquis vingt véhicules blindés BRDM-2, des véhicules d’occasion livrés par la Russie au titre de l’aide au développement ; • Le Burkina Faso a acheté deux hélicoptères de transport armé Mi-171 ; • L’Éthiopie a acheté cent batteries mobiles de défense aérienne Pantsir ; • Le Nigeria a acheté une douzaine d’hélicoptères Mi-35M et trois cents missiles antichars ; • L’Algérie a acheté deux sous-marins, l’Ouarsenis et le Hoggar ; et • L’Égypte a acheté cinquante avions de combat MiG29M.

¹³ Lors de leur tournée en Afrique en 2018, Sergei Lavrov et Nikolai Patrouchev ont porté un message sur les multiples facettes de l’assistance russe aux partenaires africains, à savoir l’aide à la résolution des conflits internes et la lutte contre le terrorisme. Ils ont également présenté l’idée de créer des unités africaines prêtes au combat, capables de lutter efficacement contre le terrorisme dans toute l’Afrique, et ont déclaré que le déploiement de ces unités se ferait dans le strict respect des réglementations internationales.

¹⁴ Alexander Mikheev, pour sa part, a déclaré la même année que les produits militaires russes testés au combat sont compatibles à 100% avec l’objectif de rendre l’Afrique plus sûre. Voir : Abdelhak Bassou, “La Russie en Afrique : Renouvellement d’une ancienne relation ou création d’une nouvelle ?” Policy Center for the New South, 3 octobre 2019, <https://www.policycenter.ma/publications/la-russie-en-afrique-renouvellement-d%E2%80%99une-ancienne-relation-ou-cr%C3%A9ation-d%E2%80%99une-nouvelle>.

III. La coopération militaire russo-africaine après la guerre en Ukraine

1. Une guerre en cours, dont les résultats sont incertains

Huit mois après le début de la guerre avec l’Ukraine, que les Russes continuent de qualifier d’”opération spéciale”, de nombreuses incertitudes demeurent quant à son issue.

- Les forces russes semblent désormais enlisées en Ukraine. La Russie a commencé la guerre, mais n’a plus le contrôle de la décision d’y mettre fin. Cette décision appartient désormais à l’Ukraine et à ses partisans occidentaux.
- Si l’on compare la force des belligérants au début de la guerre et aujourd’hui, on peut douter de la possibilité que l’un ou l’autre camp gagne la guerre. Alors que la Russie semblait initialement plus forte et était capable de capturer des morceaux de territoire ukrainien, la contre-offensive lancée par l’Ukraine depuis septembre 2022 et l’augmentation de l’aide militaire occidentale semblent inverser le rapport de force en faveur de Kiev.
- L’annexion des territoires ukrainiens conduit la Russie et l’Ukraine à radicaliser leurs positions - l’une pour défendre l’annexion et l’autre pour exprimer la volonté inébranlable de libérer ses territoires.
- Malgré les accords sur les échanges de prisonniers de guerre et les exportations de céréales vers le reste du monde, la possibilité de négocier la fin des hostilités, voire un cessez-le-feu, semble s’éloigner de plus en plus.

Toutefois, ces doutes ne nous empêchent pas d’évaluer les faits et de faire le point sur les objectifs stratégiques de cette guerre.

- La Russie, toujours en quête de puissance, se voit, aux côtés de la Chine, comme le véritable « challenger » d’un ordre mondial dans lequel les Etats-Unis et l’Occident continuent de dominer les affaires du monde. Le président Poutine se fait un ennemi de l’Occident et l’accuse de vouloir, sinon d’exterminer la Russie, du moins l’assujettir et en faire un État faible et soumis. Pour contrer ces ambitions occidentales, le président Poutine veut s’assurer la domination d’une grande partie de l’ancien monde soviétique et

accroître son influence sur d’autres parties du globe sensibles aux idées anti-occidentales. La plupart de ces pays font partie du « nouveau Sud mondial », dont l’Afrique fait partie intégrante.

- L’Occident cherche non seulement à affaiblir la Russie pour la dissuader d’agresser d’autres pays à l’avenir, mais aussi à l’isoler afin de restreindre sa sphère d’influence et d’en faire un État paria, aliéné de la communauté internationale. L’action militaire occidentale (aide militaire à l’Ukraine), associée à des sanctions économiques, est soutenue par une action diplomatique et des efforts aux Nations unies pour amener les pays du Sud, y compris l’Afrique, à isoler la Russie et, ainsi, à les soustraire à toute influence russe.

2. L’Afrique semble désapprouver les actions de la Russie en Ukraine, mais n’est pas unanime à condamner Moscou

La position des pays africains sur la guerre en Ukraine reste généralement ambiguë, tant au niveau politique que diplomatique, et ne montre aucun soutien à un camp au détriment de l’autre. Cette ambivalence s’exprime clairement dans l’examen des votes africains sur les trois résolutions de l’ONU relatives à la guerre en Ukraine.

- Lorsque les Nations unies ont soumis au vote une résolution condamnant l’agression de la Russie contre l’Ukraine en mars 2022, vingt-huit pays africains ont soutenu la résolution, votant ainsi contre la Russie. Un seul pays africain a soutenu la Russie et a voté contre la résolution. Dix-sept pays africains se sont abstenus et huit se sont déclarés absents. Si la moitié des pays africains ont voté contre la Russie, une autre moitié n’a pas semblé encline à l’isoler.
- Lors des votes sur la suspension de la Russie du Conseil des droits de l’homme de l’ONU, cette tendance a changé. Neuf pays africains ont soutenu la Russie en votant contre la résolution qui excluait la Russie du Conseil des droits de l’homme ; seuls neuf autres pays ont voté pour l’exclusion. Trente-six pays ont maintenu des positions ambiguës, soit par l’abstention (vingt-trois), soit par l’absence (treize). Cette fois, la plupart des pays africains se sont tenus à l’écart de l’intention d’isoler la Russie, sans

- soutenir franchement Moscou ni se ranger clairement du côté de l’Occident.
- Lors du vote sur la condamnation de l’annexion des territoires ukrainiens par la Russie en octobre 2022, vingt-neuf pays africains ont voté en faveur de la résolution et ont condamné l’action de la Russie. Aucun pays africain n’a soutenu l’annexion, et vingt-cinq pays ont adopté des positions partagées en s’abstenant (vingt) ou en ne votant pas (cinq). Une fois de plus, l’Afrique est restée divisée entre les pays qui soutiennent les tentatives de mise à l’écart de la Russie au sein de la communauté internationale et les pays qui, sans soutenir la Russie, s’abstiennent de s’aligner clairement sur l’Occident.

La question des droits de l’homme ne semble pas être aussi importante pour l’Afrique qu’elle ne l’est pour l’Occident. Il semble donc que la suspension du pays de l’organisme international des droits de l’homme ne soit pas un point sur lequel les Africains risquent de s’aliéner la Russie. Toutefois, lorsqu’il s’est agi de défendre l’intégrité territoriale de l’Ukraine,

les pays africains ont été presque unanimes, sinon à condamner et à isoler la Russie, du moins à ne pas la soutenir (voir le tableau ci-dessous).

En revanche, les positions de certains pays africains ont changé entre le moment de l’annexion de la Crimée en 2014 et l’annexion d’autres territoires en 2022. Si aucun pays africain n’a soutenu l’annexion des territoires ukrainiens en 2022, le Zimbabwe et le Soudan ont voté contre la résolution condamnant la Russie en 2014. L’Égypte, le Gabon et le Sénégal, qui s’étaient abstenus en 2014, ont voté pour condamner les annexions de 2022. Ces revirements montrent que certains pays africains, bien que liés à la Russie par diverses relations de coopération, n’approuvent pas le recours à la violence par la Russie pour attaquer ses voisins ou annexer des parties de leurs territoires. Certains pays restent ambigus dans leurs positions. C’est le cas de l’Afrique du Sud qui, tout en ne soutenant pas l’annexion de territoires ukrainiens par la Russie, n’exclut pas de vendre des armes à cette dernière.¹⁵

Les résultats du vote des pays africains par rapport à la guerre en Ukraine

	Contre la Russie et pour la résolution	Pour la Russie et contre la résolution	Positions mixtes entre abstention et absence	
			Abstention	Absence
1. Vote de mars : condamner l’invasion et exiger le retrait de la Russie	28	1	17	8
2. Vote d’avril : suspendre la Russie du Conseil des droits de l’homme de l’ONU	9	9	23	13
3. Vote d’octobre : condamner la Russie pour l’annexion des territoires ukrainiens	29	0	20	5

SOURCE: TABLEAU COMPILÉ PAR L'AUTEUR À PARTIR DE RAPPORTS DES MÉDIAS ET DU SITE WEB DES NATIONS UNIES.

15 Interrogée par écrit par un leader de l’opposition en octobre, la ministre sud-africaine de la Défense, Thandi Modise, n’a donné aucune réponse claire sur d’éventuelles ventes d’armes à la Russie. Elle a vaguement indiqué que l’agence sud-africaine chargée des contrats d’armement, Armscor, serait autorisée, “de temps à autre”, à saisir des “opportunités commerciales” avec des pays soumis à des traités internationaux, “y compris la Russie”. Ces opportunités sont soumises au secret de la sécurité nationale. Dans un autre cas de comportement ambigu, le gouvernement sud-africain a autorisé le yacht d’un oligarque russe, visé par des sanctions internationales, à accoster au Cap malgré l’opposition du maire de la ville. Voir : “Guerre en Ukraine. Vente d’Armes à la Russie : le ‘Jeu Dangereux’ de l’Afrique du Sud”, *Courrier International*, 22 novembre 2022, <https://www.courrierinternational.com/article/guerre-en-ukraine-vente-d-armes-a-la-russie-le-jeu-dangereux-de-l-afrique-du-sud>.

3. La perception africaine de la puissance militaire russe

Que nous apprend la guerre en Ukraine sur la puissance militaire russe ?

Les observateurs sont unanimes dans leur évaluation. L'armée russe, qui était considérée comme la deuxième plus puissante du monde, n'a pas réussi à faire ses preuves en Ukraine, où la conduite de l'opération militaire" russe a révélé plusieurs lacunes.

- La Blitzkrieg, chère à la stratégie soviétique et privilégiée par Poutine, a échoué ou a été mal mise en œuvre par l'armée russe. Les forces ukrainiennes, bien inférieures en nombre et en équipement, ont pu contenir l'armée russe. La Russie a donc été contrainte de modifier ses plans, d'accepter de s'enliser et de subir des pertes importantes.

- Les services de renseignement russes ont également été inefficaces. Cela s'explique soit par la crainte d'exposer la réalité au maître du Kremlin concernant l'hostilité des Ukrainiens à l'égard de la Russie, leur détermination à défendre leur pays et le soutien indéfectible de l'Occident, soit par une analyse médiocre ou faible, n'ayant pas pris en compte les obstacles que la Russie pourrait rencontrer en envahissant l'Ukraine.

- L'échec de la logistique russe est apparu clairement à tous dès le début de l'opération», avec des images de convois se marchant dessus tout en s'exposant aux frappes ukrainiennes. De plus, le sous-équipement (voire le manque d'équipement) des réservistes mobilisés montre clairement les lacunes et les faiblesses logistiques de l'armée russe.

- L'absence de sous-officiers dans la chaîne de commandement russe a été largement ressentie, notamment dans le manque de discipline et la mauvaise exécution des plans tactiques.

- Il y a eu un manque de professionnalisme chez les officiers de l'armée russe qui, en utilisant leurs propres téléphones portables, ont permis aux Ukrainiens de les localiser et de les éliminer.

- Les forces armées russes manquent de cohésion en raison des chevauchements entre une armée de professionnels, des milices comprenant des mercenaires et des prisonniers (comme le groupe Wagner) et des combattants (comme ceux de Ramzan Kadyrov) plus enclins à la propagande qu'au combat réel.

- Bien que l'équipement militaire russe a fait l'objet d'éloges de la part des responsables du Kremlin pour son efficacité avérée sur les théâtres de combat (notamment en Syrie), les experts ont constaté la précarité de cet équipement face à l'armement occidental. L'artillerie russe, utilisée en grande partie par l'armée du Kremlin, a cessé de faire la différence dès que l'Ukraine a reçu des Himars américains et des Caesars français.

- L'armée de l'air russe, bien qu'elle ait été une force impressionnante en Syrie, n'a pas été en mesure de sécuriser le ciel ukrainien ni de détruire l'armée de l'air ukrainienne.

On est donc en droit de se demander si, face à de tels échecs, les Africains ont toujours la même perception de la puissance militaire de la Russie.

Comme indiqué plus haut, les Africains ont tenu en haute estime l'armement et la stratégie russes lors du sommet de Sotchi. L'image militaire de Moscou a brillé grâce à ses performances en Syrie. Aujourd'hui, quel effet les revers de la Russie auront-ils sur cette image ?

Les dirigeants et les experts militaires du continent - en particulier ceux qui dépendent de la Russie pour les armes, la formation et la défense territoriale - surveillent certainement les performances militaires de la Russie en Ukraine et sont obligés de se poser quelques questions.

- Comment la Russie pourrait-elle leur fournir des armes, si son industrie de la défense ne peut pas suivre l'effort de guerre actuel de Moscou ? La Russie a-t-elle atteint un point où elle a besoin de l'aide de pays beaucoup moins puissants, comme l'Iran et la Corée du Nord ?

- Comment se fier à des avions incapables de monopoliser le ciel de l'Ukraine, un pays qui a du mal à assurer sa défense aérienne ?

- Comment peut-on compter sur la Russie pour former des soldats africains alors que sa propre armée a prouvé son incapacité tactique et stratégique en Ukraine ?

Ces questions sont d'autant plus légitimes pour les pays africains qui dépendent de la Russie, car celle-ci dispose d'un avantage qu'aucun pays africain n'a. En effet, alors que la Russie peut compenser ses déficiences tactiques, logistiques et stratégiques par la menace d'utiliser les armes nucléaires tactiques de son arsenal, les pays africains ne peuvent compter que sur des armes et des stratégies conventionnelles dans leurs guerres. Mais si ces armes et stratégies, achetées à la Russie, sont moins efficaces que celles fournies par l'Occident, l'échec est inévitable.

Les pays africains qui s'approvisionnent en Russie vont-ils reconsidérer leur position ? Vont-ils changer d'avis et se tourner vers l'Occident ? Les lacunes constatées sont-elles suffisantes pour inciter les pays africains à changer de fournisseurs et de partenaires militaires ? Cela ne semble pas encore être le cas.

- En avril 2022, en pleine guerre en Ukraine, le Cameroun a signé un accord de coopération militaire avec la Russie. Cet accord porte sur l'échange d'informations sur la politique de défense et la sécurité internationale, le développement des relations en matière de formation combinée, et la formation des troupes.

- En août 2022, le Mali a reçu de nouveaux équipements militaires de la Russie, après une mission secrète du chef d'état-major de l'armée malienne à Moscou au début de l'année. Le Mali entretient des relations de longue date avec Moscou et serait apparemment l'un des pays pour lesquels la relation se poursuit contre vents et marées.

- Un certain nombre de pays, tel Madagascar, ayant conclu des accords avec la Russie avant la guerre sont maintenant pris au piège dans le borbier russe.

- Des pays comme l'Algérie ou l'Égypte - le premier comptant sur la Russie pour tous ses armements, tandis qu'une grande partie des forces du second dépendent d'équipements russes - sont pris au piège et ne peuvent que poursuivre leurs relations avec la Russie.

Le risque majeur pour l'Afrique est que la Russie, soucieuse de préserver son image auprès des Africains sur les capacités de son armement et de sa formation militaire, pousse les clients africains dotés de matériel russe qui embrassent sa doctrine de combat, à partir en guerre contre les pays qui s'approvisionnent en Occident et suivent la doctrine occidentale. Rien ne semble moins sûr, car la Russie est empêtrée dans sa guerre en Ukraine et une victoire de son clan en Afrique est hautement improbable. Toutefois, il n'est pas exclu que les pays africains suivent de plus près l'issue de la guerre en Ukraine.

Conclusion

Les relations de la Russie avec l'Afrique sont anciennes, remontant au moins au XVe siècle, mais elles n'ont pris un caractère institutionnel qu'à la fin du XIXe siècle. À l'époque, la Russie envoie une aide militaire officielle à l'Éthiopie et y ouvre une légation diplomatique.

La chronologie des liens entre la Russie et l'Afrique indique que la posture à l'égard de l'Europe dans un premier temps, et à l'égard de l'Occident (Europe et États-Unis) dans un second temps, détermine le degré d'implication de la Russie et le calendrier de ses actions en Afrique. Pour les tsars, les Soviétiques ou Poutine, l'Afrique est un théâtre d'affrontement avec l'Occident et de lutte contre les projets européens.

En ce qui concerne la guerre actuelle en Ukraine, et les effets positifs ou négatifs qu'elle pourrait avoir sur les relations entre la Russie et l'Afrique, il convient de souligner les points suivants.

- Il est prématuré d'évaluer l'effet de l'état de guerre actuel entre la Russie et l'Ukraine sur les relations de coopération militaire entre la Russie et l'Afrique. Néanmoins, compte tenu des récents développements de cette guerre, il est raisonnable d'anticiper plusieurs questions africaines sur

la durabilité de la coopération russo-africaines en matière militaire. Comme indiqué dans les paragraphes précédents, l'armée russe n'a pas fait preuve de grandes qualités durant la guerre en Ukraine, ni en termes de stratégie, ni en termes de performance des équipements. Le fait que la Russie se tourne vers l'Iran ou la Corée du Nord pour s'armer soulève des questions pour les Africains. Si les drones iraniens sont plus efficaces, les Africains pourraient également se tourner vers l'Iran. La Russie pourrait ne pas être aussi admirée à Saint-Petersbourg qu'elle l'a été à Sotchi. Les Africains ne sont pas les seuls à s'interroger sur l'image de l'armée russe ; le président russe lui-même a des doutes sur son armement et semble trouver nécessaire de vanter ses qualités et ses performances, ainsi que la volonté de son pays d'aider et de fournir des armes aux pays du Grand Sud, alors même que son armée est toujours engagée en Ukraine et n'a pas atteint les objectifs qui lui ont été assignés.

- Cependant, quelle que soit l'issue de la guerre ou ses conséquences, certains pays africains continueront à entretenir des relations militaires avec la Russie parce que leurs arsenaux sont russes (comme dans le cas de l'Algérie et de l'Égypte), ou parce qu'ils sont liés à la Russie par des accords conclus avant la guerre en Ukraine.

About the Author



Abdelhak Bassou est chercheur principal au Centre de Politique pour le Nouveau Sud, membre de sa direction éditoriale et de recherche du Comité directeur et Professeur associé à la Faculté de Gouvernance, Sciences économiques et sociales (FGSES) de l'Ecole Polytechnique Mohammed VI Université (UM6P). Spécialisé dans les études de sécurité, de stratégie et de défense, il occupait auparavant plusieurs postes au sein de la Direction générale de la Sûreté nationale marocaine où il a occupé la tête de la Direction des frontières de 1978 à 1993. Il a été nommé Directeur de l'Institut royal de police en 1998, avant de servir en tant que chef de la sécurité régionale à Errachidia de 1999 à 2003, et à Sidi Kacem de 2003 à 2005. En 2006, il est devenu chef du Centre Général du Renseignement jusqu'en 2009. Bassou a contribué à l'aboutissement de plusieurs projets

d'organisations internationales, dont le Conseil des ministres arabes de l'Intérieur de 1986 à 1992, où il a représenté la Direction générale de la Sûreté nationale. Depuis 2018, Bassou dirige et édite le rapport collectif annuel sur la géopolitique de l'Afrique, à l'origine intitulé 'Miroir d'Afrique' et publié par le Centre de Politique pour le Nouveau Sud. Ses travaux ont été présentés dans de nombreux de think-tanks et des institutions de renommée mondiale, à l'instar de sa contribution dans 'Towards EU-MENA Shared Prosperity' (Bruegel, 2017), Les défis de la sécurité humaine en évolution dans l'Espace Atlantique (Réseau Jean Monnet, 2019), et est également auteur récurrent et participant au HEC-PCNS Strategic Dialogues et ses publications afférentes. Abdelhak Bassou est titulaire d'un master en sciences politiques Sciences et Etudes Internationales de la Faculté de Droit, des Sciences Economiques et Sociales d'Agdal à Rabat.

Acknowledgements

Nous remercions le Policy Center for the New South pour son soutien de cette publication.



CHAIRMAN

*John F.W. Rogers

**EXECUTIVE
CHAIRMAN
EMERITUS**

*James L. Jones

PRESIDENT AND CEO

*Frederick Kempe

**EXECUTIVE VICE
CHAIRS**

*Adrienne Arsht

*Stephen J. Hadley

VICE CHAIRS

*Robert J. Abernethy

*C. Boyden Gray

*Alexander V. Mirtchev

TREASURER

*George Lund

DIRECTORS

Todd Achilles

Timothy D. Adams

*Michael Andersson

David D. Aufhauser

Barbara Barrett

Colleen Bell

Stephen Biegun

Linden P. Blue

Adam Boehler

John Bonsell

Philip M. Breedlove

Myron Brilliant

*Esther Brimmer

Richard R. Burt

*Teresa Carlson

*James E. Cartwright

John E. Chapoton

Ahmed Charai

Melanie Chen

Michael Chertoff

*George Chopivsky

Wesley K. Clark

*Helima Croft

*Ankit N. Desai

Dario Deste

*Paula J. Dobriansky

Joseph F. Dunford, Jr.

Richard Edelman

Thomas J. Egan, Jr.

Stuart E. Eizenstat

Mark T. Esper

*Michael Fisch

Alan H. Fleischmann

Jendayi E. Frazer

Meg Gentle

Thomas H. Glocer

John B. Goodman

*Sherri W. Goodman

Jarosław Grzesiak

Murathan Günal

Frank Haun

Michael V. Hayden

Tim Holt

*Karl V. Hopkins

Kay Bailey Hutchison

Ian Ihnatowycz

Mark Isakowitz

Wolfgang F. Ischinger

Deborah Lee James

*Joia M. Johnson

*Safi Kalo

Andre Kelleners

Brian L. Kelly

Henry A. Kissinger

John E. Klein

*C. Jeffrey Knittel

Joseph Konzelmann

Franklin D. Kramer

Laura Lane

Almar Latour

Yann Le Pallec

Jan M. Lodal

Douglas Lute

Jane Holl Lute

William J. Lynn

Mark Machin

Marco Margheri

Michael Margolis

Chris Marlin

William Marron

Christian Marrone

Gerardo Mato

Erin McGrain

John M. McHugh

*Judith A. Miller

Dariusz Mioduski

Michael J. Morell

*Richard Morningstar

Georgette Mosbacher

Majida Mourad

Virginia A. Mulberger

Mary Claire Murphy

Edward J. Newberry

Franco Nuschese

Joseph S. Nye

Ahmet M. Ören

Sally A. Painter

Ana I. Palacio

*Kostas Pantazopoulos

Alan Pellegrini

David H. Petraeus

*Lisa Pollina

Daniel B. Poneman

*Dina H. Powell

McCormick

Michael Punke

Ashraf Qazi

Thomas J. Ridge

Gary Rieschel

Lawrence Di Rita

Michael J. Rogers

Charles O. Rossotti

Harry Sachinis

C. Michael Scaparrotti

Ivan A. Schlager

Rajiv Shah

Gregg Sherrill

Jeff Shockey

Ali Jehangir Siddiqui

Kris Singh

Walter Slocombe

Christopher Smith

Clifford M. Sobel

James G. Stavridis

Michael S. Steele

Richard J.A. Steele

Mary Streett

*Gil Tenzer

*Frances M. Townsend

Clyde C. Tuggle

Melanne Verveer

Charles F. Wald

Michael F. Walsh

Ronald Weiser

*Al Williams

Maciej Witucki

Neal S. Wolin

*Jenny Wood

Guang Yang

Mary C. Yates

Dov S. Zakheim

HONORARY

DIRECTORS

James A. Baker, III

Robert M. Gates

James N. Mattis

Michael G. Mullen

Leon E. Panetta

William J. Perry

Condoleezza Rice

Horst Teltschik

William H. Webster

**Executive Committee Members*

List as of November 18, 2022



L'Atlantic Council est un think-tank,
une organisation non partisane qui
promeut un leadership américain
constructif et son engagement
dans les affaires internationales,
considérant le rôle central du
Communauté transatlantique
pour répondre aux défis
mondiaux d'aujourd'hui.

1030 15th Street, NW, 12th Floor,
Washington, DC 20005
(202) 778-4952
www.AtlanticCouncil.org